Groupe Banque TD
Présentation à l'intention des investisseurs sur les titres à revenu fixe

Deuxième trimestre de 2013

Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs

De temps à autre, la Banque fait des énoncés prospectifs, écrits et verbaux, y compris dans le présent document, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et d'autres communications. En outre, des représentants de la Banque peuvent formuler verbalement des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux médias et à d'autres personnes. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération et se veulent des énoncés prospectifs aux termes de la législation en valeurs mobilières applicable du Canada et des États-Unis, notamment la loi des États-Unis intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. Les énoncés prospectifs comprennent, entre autres, les énoncés figurant dans le présent document, dans le rapport de gestion du rapport annuel 2012 de la Banque à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques » et, pour chacun de ses secteurs d'activité, aux rubriques « Perspectives et orientation pour 2013 », ainsi que dans d'autres énoncés concernant les objectifs et les priorités de la Banque pour 2013 et par la suite et les stratégies pour les atteindre, ainsi que le rendement financier prévu de la Banque. Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes et expressions comme « croire », « prévoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier » et « pouvoir » et de verbes au futur ou au conditionnel.

De par leur nature, ces énoncés obligent la Banque à formuler des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes, généraux ou spécifiques. Particulièrement du fait de l'incertitude quant à l'environnement financier, à la conjoncture économique, au climat politique et au cadre réglementaire, ces risques et incertitudes - dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Banque et dont les répercussions peuvent être difficiles à prévoir - peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Les facteurs de risque qui pourraient entraîner de tels écarts incluent les risques notamment de crédit, de marché (y compris les marchés des actions, des marchandises, de change et de taux d'intérêt), de liquidité, d'opération (y compris les risques liés à la technologie), d'atteinte à la réputation, d'assurance, de stratégie et de réglementation ainsi que les risques juridiques, environnementaux, liés à l'adéquation des capitaux propres et les autres risques, tous présentés dans le rapport de gestion de 2012 de la Banque. On peut citer comme exemples de tels risques l'incidence des récentes modifications législatives aux États-Unis, comme il est mentionné à la rubrique « Événements importants en 2012 » de la section « Aperçu des résultats financiers » du rapport de gestion 2012; les modifications aux lignes directrices sur les capitaux propres et la liquidité, et les instructions relatives à la présentation ainsi que leur nouvelle interprétation; les modifications aux notations de la Banque; l'augmentation des coûts de financement de crédit causée par l'illiquidité des marchés et la concurrence pour l'accès au financement; le défaut de tiers de se conformer à leurs obligations envers la Banque ou ses sociétés affiliées relativement au traitement et au contrôle de l'information; les perturbations ou les attaques (y compris les cyberattaques) liées à la technologie informatique, à l'Internet, à l'accès au réseau ou à d'autres systèmes ou services de communication vocale ou de transmission de données de la Banque; et le contexte de contentieux globalement difficile, y compris aux États-Unis. Nous avisons le lecteur que la liste qui précède n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risque possibles, et d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur les résultats de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section « Facteurs de risque et gestion des risques » du rapport de gestion de 2012. Le lecteur doit examiner ces facteurs attentivement, ainsi que d'autres incertitudes et événements possibles, de même que l'incertitude inhérente aux énoncés prospectifs, avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque, et ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs de la Banque.

Les hypothèses économiques importantes étayant les énoncés prospectifs contenus dans le présent document sont décrites dans le rapport de gestion 2012 à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques » en leur version modifiée dans le présent document; et pour chacun des secteurs d'activité, sous les rubriques « Perspectives et orientation pour 2013 », en leur version modifiée dans le présent rapport, sous les rubriques « Perspectives ».

Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider les actionnaires de la Banque et les analystes à comprendre la situation financière, les objectifs, les priorités et le rendement financier prévu de la Banque aux dates indiquées et pour les périodes closes à ces dates, et peut ne pas convenir à d'autres fins. La Banque n'effectuera pas de mise à jour de quelque énoncé prospectif, écrit ou verbal, qu'elle peut faire de temps à autre directement ou indirectement, à moins que la législation en valeurs mobilières applicable ne l'exige.

Contenu

1. **Groupe Banque TD**
2. Économie canadienne
3. Trésorerie et gestion du bilan
4. Annexe

Groupe Banque TD

Nos secteurs d'activité

Services bancaires personnels et commerciaux au Canada

- Services bancaires aux particuliers
- Services bancaires commerciaux et aux petites entreprises

Gestion de patrimoine et Assurance

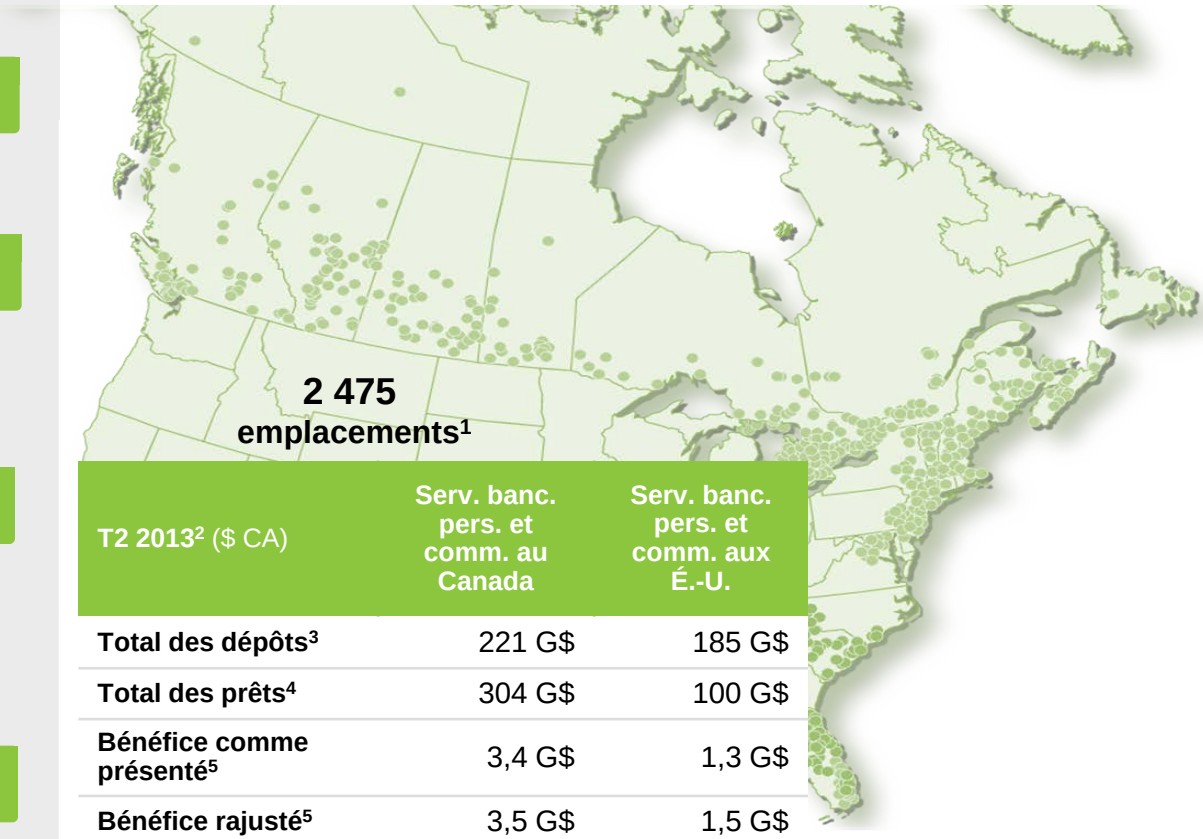
- Placements directs
- Services-conseils de gestion de patrimoine
- Gestion de placements
- Assurance

Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis

- Services bancaires aux particuliers
- Services bancaires commerciaux et aux petites entreprises
- Services bancaires aux grandes entreprises et services bancaires spécialisés

Services bancaires de gros

- Recherche
- Services bancaires de placement
- Marchés des capitaux
- Transactions bancaires mondiales



2 475 emplacements[1]

T2 2013[2] ($ CA)	Serv. banc. pers. et comm. au Canada	Serv. banc. pers. et comm. aux É.-U.
Total des dépôts[3]	221 G$	185 G$
Total des prêts[4]	304 G$	100 G$
Bénéfice comme présenté[5]	3,4 G$	1,3 G$
Bénéfice rajusté[5]	3,5 G$	1,5 G$
Clients	13 millions	8 millions
Employés[6]	28 048	24 668

Une banque nord-américaine axée sur les activités de détail à plus faible risque

1. Nombre de succursales de détail en Amérique du Nord à la fin du T2 2013.
2. Le T2 2013 correspond à la période allant du 1er février 2013 au 30 avril 2013.
3. Le total des dépôts est établi en additionnant la moyenne des dépôts de particuliers et celle des dépôts d'entreprises au T2 2013. Les dépôts aux États-Unis comprennent les comptes de dépôts assurés de TD Ameritrade.
4. Le total des prêts est établi en additionnant la moyenne des prêts aux particuliers et celle des prêts aux entreprises au T2 2013.
5. Pour les quatre trimestres consécutifs se terminant par le T2 2013. Voir la définition des résultats rajustés à la note 3 de la diapositive 5.
6. Effectif moyen en équivalent temps plein au T2 2013.

Une stratégie simple, un objectif qui ne change pas

Bâtir la meilleure banque

Une banque résolument nord-américaine

- Parmi les 10 plus grandes banques en Amérique du Nord[1]
- L'une des rares banques dans le monde à avoir obtenu la note Aa1 de Moody's[2]
- Mise à profit de la plateforme et de la marque pour favoriser la croissance
- Solide image de marque à titre d'employeur

Accent sur les activités de détail

- Chef de file du service à la clientèle et de la commodité
- Plus de 80 % du bénéfice rajusté issu des activités de détail[3, 4]
- Solide moteur de croissance interne
- Meilleur rendement compte tenu du risque assumé[5]

Notre entreprise

- Flux de rentrées croissant et reproductible
- Accent sur les produits axés sur le client
- Exploitation d'un modèle de courtage de l'avenir
- Réinvestissement continu dans notre avantage concurrentiel

Solide gestion des risques

- Prendre les risques que nous comprenons seulement
- Éliminer systématiquement les risques de perte extrême
- Gérer rigoureusement les capitaux propres et les liquidités
- Harmoniser notre culture et nos politiques avec notre philosophie de gestion des risques

Exécution hors pair

1. Voir la diapositive 7.
2. Note attribuée aux titres de créance à long terme (dépôts) de La Banque Toronto-Dominion au 30 avril 2013. Les notes ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la conservation d'une obligation financière dans la mesure où elles n'expriment aucun commentaire sur le cours du marché ou la pertinence pour un investisseur. Les notes peuvent être modifiées ou retirées à tout moment par les agences de notation.
3. D'après le bénéfice rajusté pour le T2 2013. Depuis le 1er novembre 2011, la Banque dresse ses états financiers consolidés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS), qui ont remplacé les principes comptables généralement reconnus (PCGR) antérieurs, et désigne les résultats établis selon les IFRS « comme présentés ». La Banque a également recours à des mesures financières non conformes aux PCGR pour obtenir les résultats « rajustés » (c.-à-d. résultats obtenus en retranchant les « éléments à noter » des résultats comme présentés, déduction faite des impôts sur le résultat) afin d'évaluer chacun de ses secteurs d'activité et de mesurer son rendement global. Se reporter à la rubrique « Présentation de l'information financière de la Banque » qui débute à la page 5 du communiqué de presse sur les résultats du T2 2013 pour de plus amples renseignements et un rapprochement des mesures non conformes aux PCGR utilisées par la Banque par rapport aux résultats comme présentés.
4. Les activités de détail comprennent les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Gestion de patrimoine et Assurance, et Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis. Voir la diapositive 8 pour de plus amples détails.
5. D'après le rendement des actifs pondérés en fonction des risques pour le T2 2013, calculé en divisant le bénéfice net rajusté attribuable aux actionnaires ordinaires par les actifs moyens pondérés en fonction des risques. Voir la définition des résultats rajustés à la note 3 ci-dessus.

Affronter la concurrence sur des marchés attrayants

Statistiques du pays

- Dixième économie mondiale
- PIB nominal de 1,7 billion de $ CA
- Population de 35 millions d'habitants

Système bancaire canadien

- Le système bancaire le plus solide au monde[1]
- Les cinq grandes banques canadiennes occupent une position de chef de file sur le marché
- Les banques à charte canadiennes occupent plus de 70 % du marché des hypothèques résidentielles
- Dans la plupart des provinces, les prêteurs hypothécaires disposent de recours contre les emprunteurs et peuvent saisir la propriété

Services bancaires personnels et commerciaux de la TD au Canada

- Réseau de 1 165 succursales et de 2 815 GAB
- Globalement, part de marché de 21 %
- Au 1er ou 2e rang pour ce qui est de la part de marché de la plupart des produits de détail
- Parmi les plus grands émetteurs de deux cartes de crédit

Statistiques du pays

- Première économie mondiale
- PIB nominal de 15,1 billions de $ US
- Population de 314 millions d'habitants

Système bancaire américain

- Plus de 9 000 banques, mais quelques grandes banques occupent une position dominante sur le marché
- Les cinq banques les plus importantes détiennent plus de 50 % des actifs dans l'économie américaine
- Les prêteurs hypothécaires disposent de recours limités dans la plupart des territoires

Services bancaires personnels et commerciaux de la TD aux États-Unis

- Réseau de 1 310 succursales et de 1 898 GAB
- Activités exercées dans 5 des 10 régions métropolitaines statistiques les plus importantes du pays et dans 7 des 10 États les plus riches
  - Marché des dépôts de plus de 1,6 billion de $ US[2]
  - Volume des montages de prêts hypothécaires de 200 G$ US[3]
- Accès à plus de 55 millions de clients dans un périmètre d'environ 8 km des succursales de la TD

Perspectives de croissance considérables partout où la TD exerce ses activités

1. Rapport 2008-2012 sur la compétitivité mondiale, World Economic Forum.
2. Selon SNL Bank and Thrifts en date du 30 juin 2011.
3. Volume des montages de nouveaux prêts hypothécaires en 2011 selon Moody's.

Le Groupe Banque TD en Amérique du Nord

T2 2013 (G$ CA)	TD	Par rapport aux : Homologues au Canada[5]	Par rapport aux : Homologues en Amérique du Nord[6]
Total de l'actif	826 G$	2e	6e
Total des dépôts	501 G$	3e	7e
Capitalisation boursière (au 22 mai 2013)	77 G$	2e	6e
Bénéfice net rajusté[1] (4 derniers trimestres)	7,3 G$	2e	6e
Bénéfice net comme présenté (4 derniers trimestres)	*6,8 G$*	*S. o.*	*S. o.*
Ratio des capitaux propres de première catégorie[2]	10,8 %	4e	9e
Effectif moyen en équivalent temps plein[3]	78 414	2e	6e
Note attribuée par Moody's[4]	Aa1	S. o.	S. o.

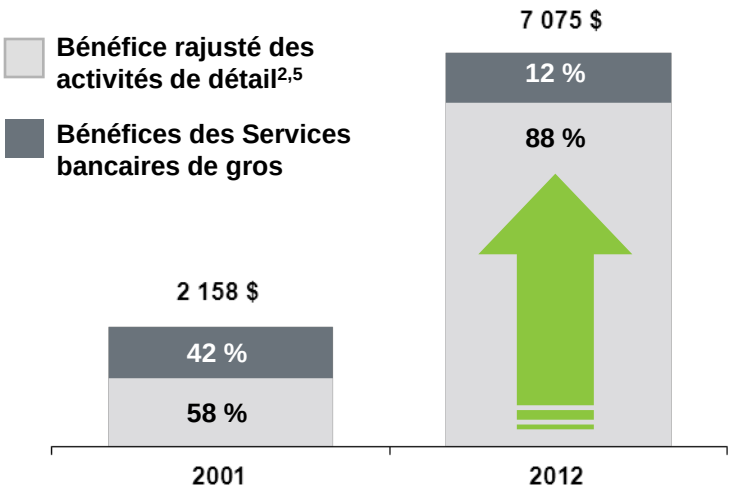
La TD est l'une des dix principales banques en Amérique du Nord

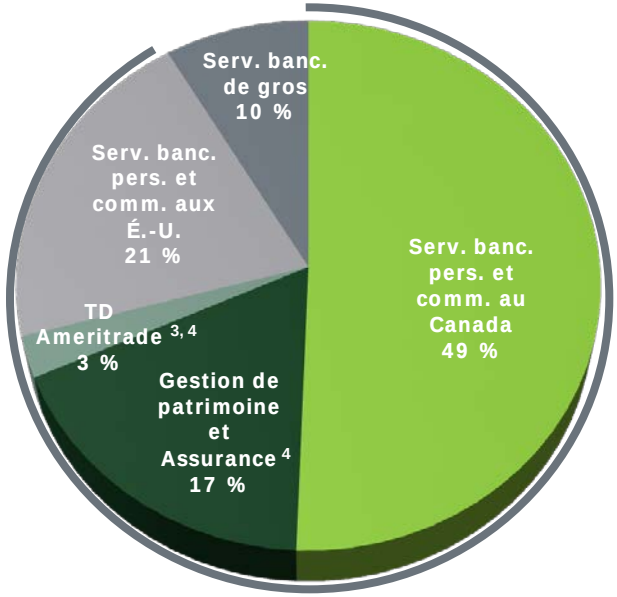
1. Voir la définition des résultats rajustés à la note 3 de la diapositive 5.
2. Depuis le T1 2013, les montants sont calculés conformément au dispositif réglementaire de Bâle III et sont présentés selon la méthode dite « tout compris ». Auparavant, les montants étaient calculés selon le dispositif réglementaire de Bâle II.
3. Effectif moyen en équivalent temps plein pour le T2 2013.
4. Voir la note 2 de la diapositive 5.
5. Homologues au Canada : les quatre autres grandes banques (RBC, BMO, Scotia et CIBC). Résultats rajustés sur une base comparable de façon à exclure les éléments non sous-jacents ciblés. D'après les résultats pour le T1 2013 clos le 31 janvier 2013.
6. Homologues en Amérique du Nord : homologues canadiens et américains. Les homologues aux États-Unis incluent les banques installées sur les principales places financières (C, BAC, JPM) et les deux plus grandes banques super-régionales (WFC, USB). Résultats rajustés sur une base comparable de façon à exclure les éléments non sous-jacents ciblés. Homologues aux États-Unis : d'après les résultats pour le T1 2013 clos en mars 2013.

Composition des bénéfices

Faits saillants

- La TD fait partie des 10 banques les plus importantes d'Amérique du Nord[1]
- Accent accru sur les Services de détail
- Solidité des activités de détail
- Composition des bénéfices fiable et stable





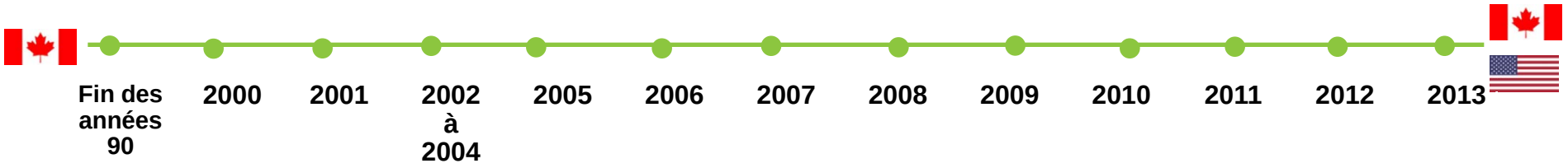
Bénéfice rajusté des activités de détail depuis le début de 2013[2,5] = 90 %

Composition des bénéfices axée sur les activités de détail

1. Voir la diapositive 7.
2. Voir la définition des résultats rajustés à la note 3 de la diapositive 5.
3. Participation déclarée de la TD de 44,97 % dans TD Ameritrade au 30 avril 2013.
4. Gestion de patrimoine et Assurance comprend les secteurs Gestion de patrimoine et Assurance ainsi que TD Ameritrade.
5. Aux fins du calcul de l'apport de chaque secteur d'activité, le bénéfice rajusté du secteur Siège social est exclu. Voir la définition du bénéfice des activités de détail à la note 4 de la diapositive 5.

Évolution de la TD
Chronologie de l'établissement de la marque

>>> Accent croissant sur les activités de détail >>>



Aucune acquisition importante d'une grande maison de courtage

Pertes sur prêts (médias, télécommunications, énergie)

Démantèlement du segment des produits structurés

Abandon des produits de crédit non liés aux entreprises TD

Cessation des opérations pour compte propre non axées sur les clients

Courtier traditionnel >>>

>>> Courtier de l'entreprise

Évolution stratégique vers des services de détail à plus faible risque, avec un courtier lié à notre marque

Cadre de gestion des risques

Notre tolérance au risque

Nous prenons les risques nécessaires à la conduite de nos affaires, mais uniquement lorsque ces risques :

- cadrent avec notre stratégie d'entreprise et que nous les comprenons et pouvons les gérer;
- n'exposent pas l'entreprise à des situations de pertes ponctuelles graves; c.-à-d. nous ne « misons pas la Banque » sur une seule acquisition, une seule activité ou un seul produit;
- ne sont pas susceptibles de compromettre l'image de la marque TD.

- Démarche intégrée de surveillance et de reddition de comptes sur les risques courus
  - À l'intention de la haute direction et du conseil d'administration
- Examen, évaluation et approbation périodiques du cadre de gestion des risques
  - Gouvernance structurée en matière de tolérance au risque, de l'entreprise au conseil d'administration
  - Comités de direction et Comité du risque du conseil d'administration

Pratiques proactives et rigoureuses en matière de gestion des risques

Faits saillants du T2 2013

Points importants

- Croissance du BPA rajusté[1] de 4 % sur 12 mois et de 6 % depuis le début de l'exercice
- Solide croissance des bénéfices des activités de détail et d'excellents résultats du côté des Services bancaires de gros
- Amélioration soutenue de la qualité du crédit au Canada et aux États-Unis
- Solide ratio des capitaux propres de 8,8 % à la suite de la conclusion des acquisitions de Target et d'Epoch

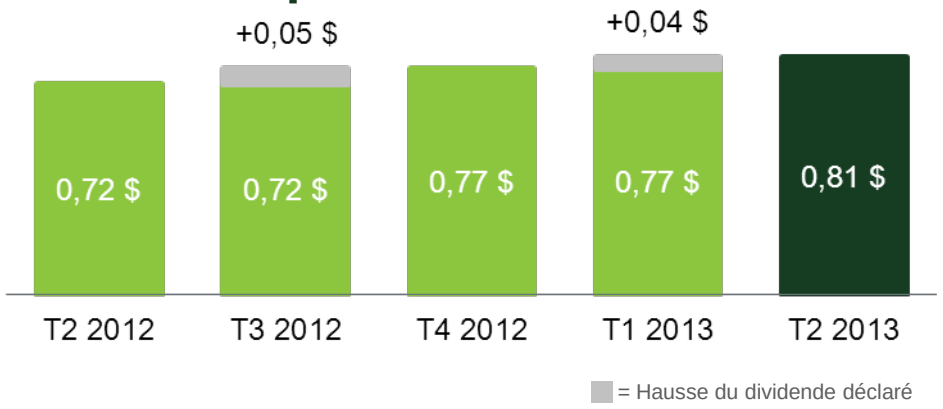
Résultats robustes malgré le contexte difficile

Bénéfice net en M$

(rajusté, s'il y a lieu)

	T2 2013	Var. trimestrielle	Var. annuelle
Activités de détail[2]	1 639 $	-4 %	5 %
Services bancaires de gros	220	38 %	12 %
Siège social	(26)	S. o.	30 %
Bénéfice net rajusté	**1 833 $**	**-4 %**	**6 %**
Bénéfice net comme présenté	*1 723*	*-4 %*	*2 %*
BPA rajusté (dilué)	**1,90 $**	**-5 %**	**4 %**
BPA comme présenté (dilué)	*1,78*	*-4 %*	*0 %*
Ratio des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de première catégorie selon Bâle III	8,8 %		

Dividende par action ordinaire



1. Les résultats rajustés sont définis à la note 3 de la diapositive 5.
2. Les activités de détail comprennent les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Gestion de patrimoine et Assurance et Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, tels qu'ils sont présentés dans le communiqué de presse sur les résultats du T2 2013 et dans le rapport de gestion de la Banque. Les résultats comme présentés des activités de détails se sont chiffrés à 1 609 M$, croissance nulle p/r au T1 2013 et de 5 % p/r au T2 2012.

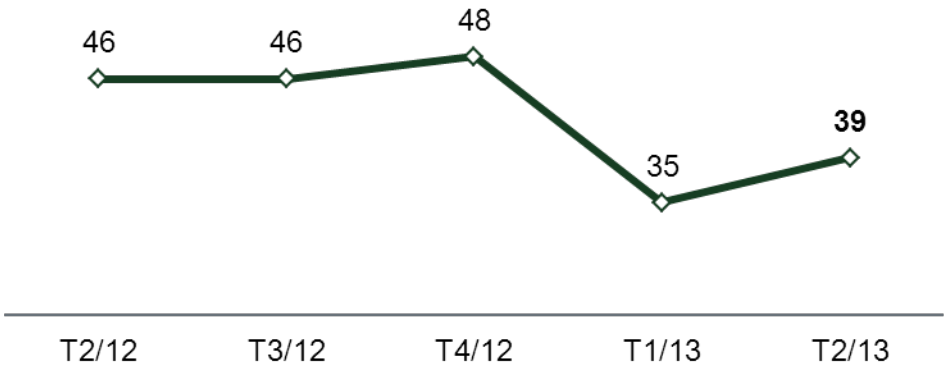
Portefeuille de crédit

Faits saillants

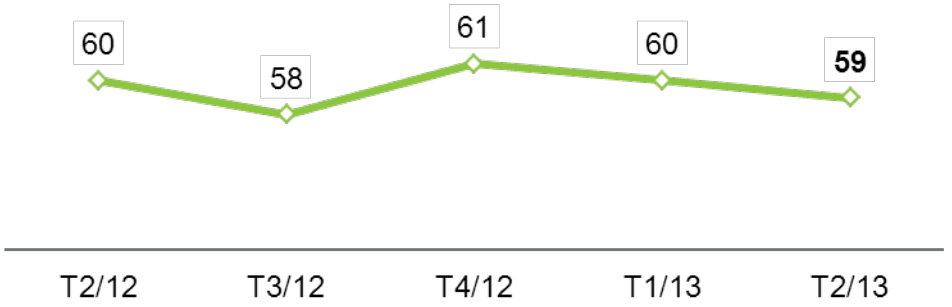
- Poursuite des tendances favorables en matière de crédit
  - Diminution des défaillances dans le portefeuille des Services bancaires personnels au Canada et aux États-Unis
  - Amélioration soutenue du taux de pertes sur cartes de crédit au Canada
  - Ratio PPC semblable à celui enregistré au trimestre précédent, abstraction faite de Target
- Ajout, au cours du trimestre, de 6 G$ en prêts sur cartes de crédit par suite de l'acquisition de Target
- Accroissement des prêts de qualité

Maintien d'un rendement de crédit solide

Ratio PPC (pdb)[1]



Ratio des prêts douteux bruts (pdb)[2]



1. Ratio PPC : provision pour pertes sur créances sur une base trimestrielle annualisée / moyenne du montant net des prêts et des acceptations; la PPC totale exclut l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur, les titres de créance classés comme prêts et l'élément à noter suivant : incidence de l'ouragan Sandy – 54 M$ au T4 2012.
2. Ratio de prêts douteux bruts : prêts douteux bruts / acceptations et prêts bruts (tous les deux au comptant). Exclusion faite de l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.

Contenu

1. Groupe Banque TD
2. **Économie canadienne**
3. Trésorerie et gestion du bilan
4. Annexe

Les forces relatives du Canada

- L'économie canadienne est l'une des plus concurrentielles au monde[1]
- Le Canada possède le système bancaire le plus solide au monde[1]
- Son taux de chômage demeure en deçà des sommets atteints lors des récessions précédentes
- Sa situation budgétaire est l'une des plus solides parmi les pays industrialisés du G7
  - Déficits prévus et niveau d'endettement relativement faibles

Source : Services économiques TD
1. Rapport 2008-2012 sur la compétitivité mondiale, World Economic Forum

Système financier solide au Canada

- Banques commerciales et banques de détail solides
  - Critères stricts en matière d'octroi de prêts
  - Les grands fournisseurs de services de gros appartenant tous à des banques canadiennes, leurs sorties de bilan peuvent être absorbées à même les bénéfices stables tirés des activités de détail
- Interventions du gouvernement et de la banque centrale
  - Politiques et programmes proactifs visant à maintenir un niveau de liquidité suffisant au sein du système
  - Modifications des règles régissant les prêts hypothécaires en vue d'une modération du marché et de la protection du consommateur
- Système de réglementation judicieux
  - Système fondé sur des principes plutôt que des règles
  - Un seul organisme de réglementation pour l'ensemble des grandes banques
  - Règles prudentes et exigences plus strictes en matière de capitaux propres que les normes mondiales
  - Exigences en matière de capitaux propres reposant sur les actifs pondérés en fonction des risques

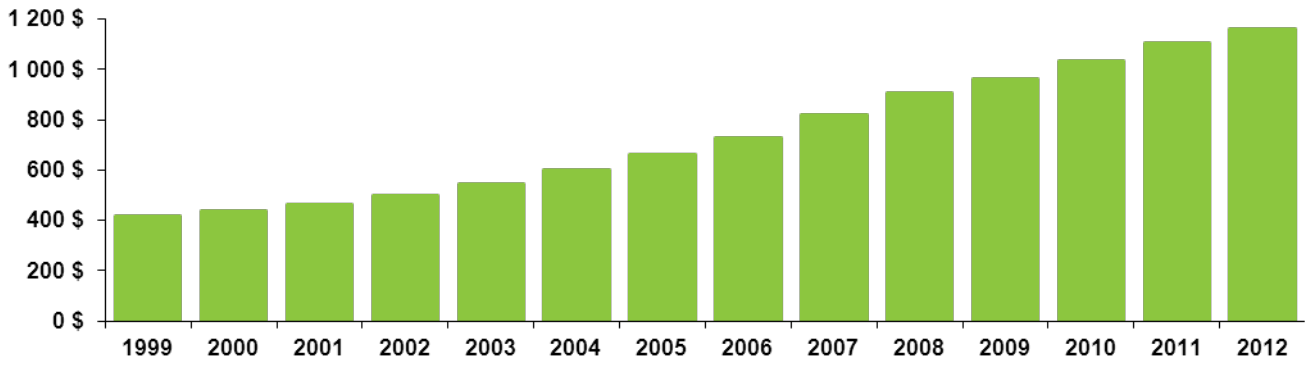
Le système bancaire le plus solide au monde[1]

1. Rapport 2008-2012 sur la compétitivité mondiale, World Economic Forum

Marché hypothécaire résidentiel bien établi au Canada

- Les banques à charte canadiennes comptent pour plus de 70 % du marché global des prêts hypothécaires, titrisations comprises[1]
- Pratiques rigoureuses en matière d'octroi de crédit
- Forte concurrence entre les prêteurs
- Environnement juridique favorable à la saisie et à d'autres types de recours judiciaires pour recouvrer les pertes

Encours des prêts hypothécaires résidentiels[2] (en G$)



1. Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)
2. Statistique Canada

Divergences entre les marchés hypothécaires canadien et américain

	Canada	États-Unis
Produits	▪ Gamme traditionnelle de produits assortis d'un taux d'intérêt fixe ou variable	▪ Les prêts hypothécaires en cours comprennent des produits particuliers émis antérieurement (capitalisés à l'échéance, prêts hypothécaires à taux variable à options)
	▪ Prêts hypothécaires assurés en cas de défaillance établis en fonction d'un taux d'admissibilité fixe de 5 ans dans le cas des prêts à taux variable ou d'une durée inférieure à 5 ans	▪ Auparavant, admissibilité des emprunteurs souvent établie d'après un taux escompté avantageux, entraînant un choc des paiements à l'échéance (resserrement des normes de souscription depuis ce temps)
Souscription	▪ Durées habituellement de 5 ans ou moins, renouvelables à l'échéance	▪ Durée la plus courante de 30 ans
	▪ Période d'amortissement maximale de 25 ans et rapport prêt-valeur (RPV) maximal de 80 % dans le cas d'un refinancement	▪ Période d'amortissement généralement de 30 ans, pouvant aller jusqu'à 50 ans
	▪ Assurance hypothécaire obligatoire lorsque le RPV est supérieur à 80 %; doit couvrir le montant intégral du prêt	▪ Assurance hypothécaire souvent utilisée pour couvrir la portion du RPV supérieur à 80 %
Réglementation et imposition	▪ Les intérêts hypothécaires ne sont pas déductibles du revenu imposable	▪ Les intérêts hypothécaires sont déductibles du revenu imposable, ce qui incite à emprunter
	▪ Dans la plupart des provinces, les prêteurs disposent de recours contre les emprunteurs et peuvent saisir la propriété	▪ Les prêteurs disposent de recours limités dans la plupart des territoires
Canaux de distribution	▪ Montage de jusqu'à 30 % des prêts hypothécaires effectué par l'intermédiaire de courtiers externes	▪ Les prêts montés par des courtiers externes ont atteint 70 % au point culminant; à présent, ils représentent moins de 30 %

Source: DBRS, Federal Trade Commission, Services économiques TD

Marché canadien de l'habitation

Faits saillants

- Les ventes du marché immobilier ont reculé; les prix des logements ont continué à croître modérément, mais devraient subir des pressions à la baisse.
- La qualité du crédit du portefeuille de crédit garanti par des biens immobiliers (CGBI) au Canada demeure excellente.
  - Le taux de perte s'est établi à 2 pdb pour les quatre trimestres précédents.
  - Les prêts douteux bruts ont reculé de 8 M$ p/r au T1 2013.

Thème	Position de la TD
Portefeuille de CGBI au Canada	▪ Portefeuille de 220 G$ (68 % assuré) ▪ Rapport prêt-valeur (RPV) moyen actuel de 47 %
Exposition aux prêts consentis aux acheteurs de copropriétés	▪ Portefeuille de 32 G$ (72 % assuré) ▪ RPV, cote de crédit et taux de défaillance en phase avec le portefeuille global
Exposition aux prêts consentis aux promoteurs de copropriétés de grande hauteur	▪ Stabilités des volumes des portefeuilles, qui comptent pour moins de 2 % du portefeuille des Services bancaires commerciaux au Canada ▪ Exposition limitée aux emprunteurs ayant de solides antécédents, disposant de liquidités suffisantes et qui entretiennent une relation de longue date avec la TD

Économie nord-américaine
Perspectives

- Une autre année de croissance modeste au Canada et aux États-Unis est prévue pour 2013
  - L'incertitude relative aux politiques gouvernementales s'est quelque peu dissipée, mais des problèmes non résolus persistent aux États-Unis et en Europe
- Les perspectives demeurent mitigées aux États-Unis
  - L'immobilier résidentiel contribuera positivement à la croissance en 2013
  - L'assainissement des finances publiques pèsera sans doute sur la croissance au cours des prochaines années
- L'économie canadienne est fortement liée à la situation économique américaine; un raffermissement de la demande du secteur privé aux États-Unis améliore les perspectives du Canada
  - La demande intérieure sera limitée par le niveau élevé d'endettement des ménages ainsi que par l'essoufflement du marché de l'habitation

Croissance modeste prévue

Source : Services économiques TD

Contenu

1. Groupe Banque TD
2. Économie canadienne
3. **Trésorerie et gestion du bilan**
4. Annexe

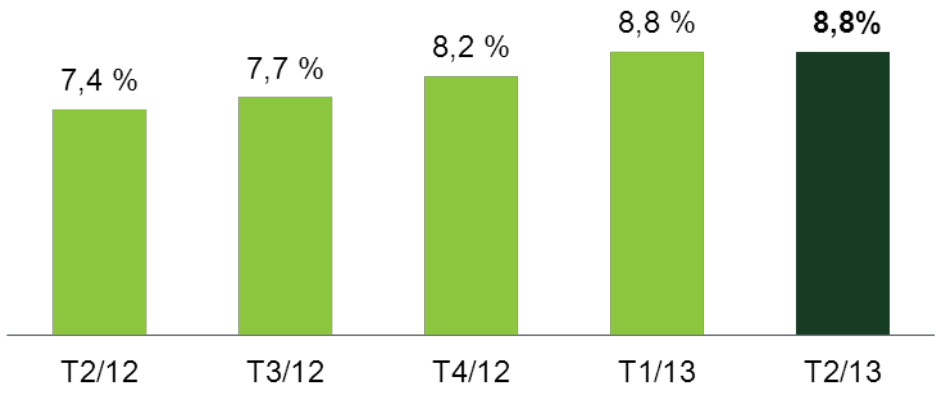
Capitaux propres

Faits saillants

- Ratio des capitaux propres (RCP) attribuables aux actionnaires ordinaires (AO) de première catégorie aux termes de Bâle III de 8,8 % au 30 avril 2013
  - La TD dépasse l'exigence réglementaire de 7 % sur une base entièrement intégrée
  - Le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a assoupli, de 30 pdb, les exigences relatives au traitement du rajustement de la valeur du crédit
- Acquisitions de Target et d'Epoch : incidence de 44 pdb sur le RCP attribuables aux AO de première catégorie
- Annonce de la mise en place d'un programme de rachat de 12 millions d'actions

Nous demeurons en bonne position pour suivre l'évolution du cadre réglementaire et des exigences relatives aux CP

RCP attribuables aux AO de première catégorie selon Bâle III[1]



1. Depuis le T1 2013, les montants sont calculés en vertu du dispositif réglementaire de Bâle III, à l'exception des capitaux propres rattachés au rajustement de la valeur du crédit conformément à la ligne directrice du BSIF, et sont présentés selon la méthode dite « tout compris ». Les RCP attribuables aux AO de première catégorie selon Bâle III pour 2012 constituent des estimations pro forma et sont présentés dans le rapport de gestion pour le T4 2012, le T3 2012 et le T2 2012 (accessible sur le site td.com).

Notation financière de la TD

Notes attribuées par les émetteurs[1]

	Moody's	S&P	Fitch	DBRS
Notes	Aa1	AA-	AA-	AA
Perspective	Stable	Stable	Stable	Stable

De solides notes

1. Voir la note 2 à la diapositive 5.

Gestion rigoureuse des liquidités

- Paradigme de la Trésorerie
  - Contribution à des produits stables et croissants
  - « La Trésorerie n'a pas l'autorité de ne pas couvrir »
  - Pas de boîtes noires
- Harmonisation des durées des actifs et des passifs
  - Abstention d'opérations de portage de liquidités
  - Concordance de la durée du financement par emprunt sous-jacent avec celle des actifs
- Processus rigoureux d'établissement des prix de transfert
  - Nous créditons les produits de dépôt des liquidités fournies et imputons aux produits de prêt les liquidités consommées
- Cadre de gestion mondial du risque d'illiquidité
  - Quantité suffisante d'actifs liquides pour faire face à une situation de « stress combiné critique » pendant au moins 90 jours
  - Chaque unité de gestion de la liquidité a sa propre politique et son propre plan de fonds d'urgence
  - Surveillance de l'évolution des marchés de financement mondiaux et des incidences possibles sur notre accès au financement

Politiques prudentes en matière de liquidités

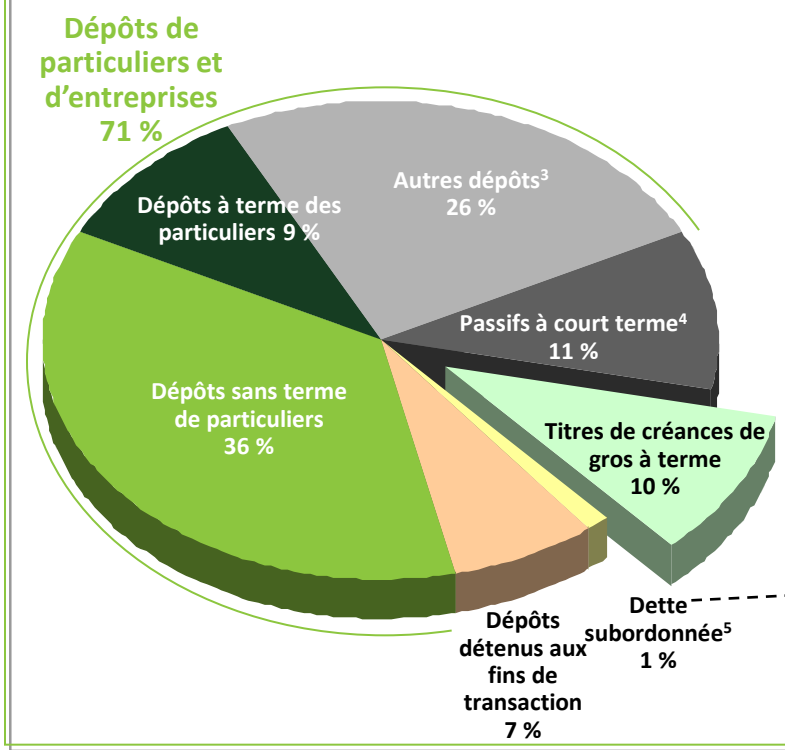
Stratégie de financement à terme

- Grand bassin de dépôts stables de particuliers et d'entreprises
  - Le modèle d'affaires axé sur le service à la clientèle génère une base grandissante de dépôts durables
  - Réserve d'actifs conservée pour le solde de dépôt qui n'est pas considéré comme permanent
- Grand utilisateur de programmes de titrisation, principalement par l'intermédiaire du Programme des Obligations hypothécaires du Canada et de l'émission périodique de titres adossés à des créances hypothécaires
  - Le financement au moyen de titres adossés à des créances hypothécaires coïncide avec l'échéance de l'actif sous-jacent, tout en offrant à l'investisseur un rendement attrayant ajusté aux risques
- Recours, en complément, à des émissions de titres de créance de gros sur le marché financier
  - Le financement de gros est diversifié par région, devise et échéance
  - Opération de 3 G$ US sur des obligations sécurisées en mars 2012
  - Opération de 2,25 G$ US sur des titres non garantis de premier rang, répartis sur deux lots de créances, en avril 2013
    - Émission de 1,5 G$ US d'obligations à taux fixe de 1,40 % et à échéance de cinq ans, dont le prix a été établi le 23 avril au taux des bons du Trésor majoré de 72 pdb.
    - Émission de 750 M$ US d'obligations à taux variable de cinq ans, dont le prix a été établi le 23 avril au taux LIBOR à trois mois majoré de 55 pdb
  - Émission de 3 G$ US d'obligations à taux variable de deux ans, dont le prix a été établi le 2 mai 2013 au taux LIBOR à trois mois majoré de 18 pdb

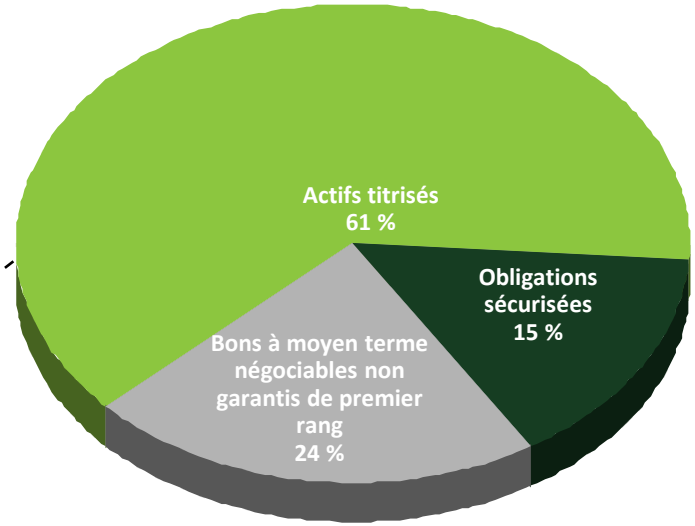
Objectif de diversification des sources de financement

Composition attrayante du bilan

Composition du financement[1]



Titres de créance de gros à terme[2]

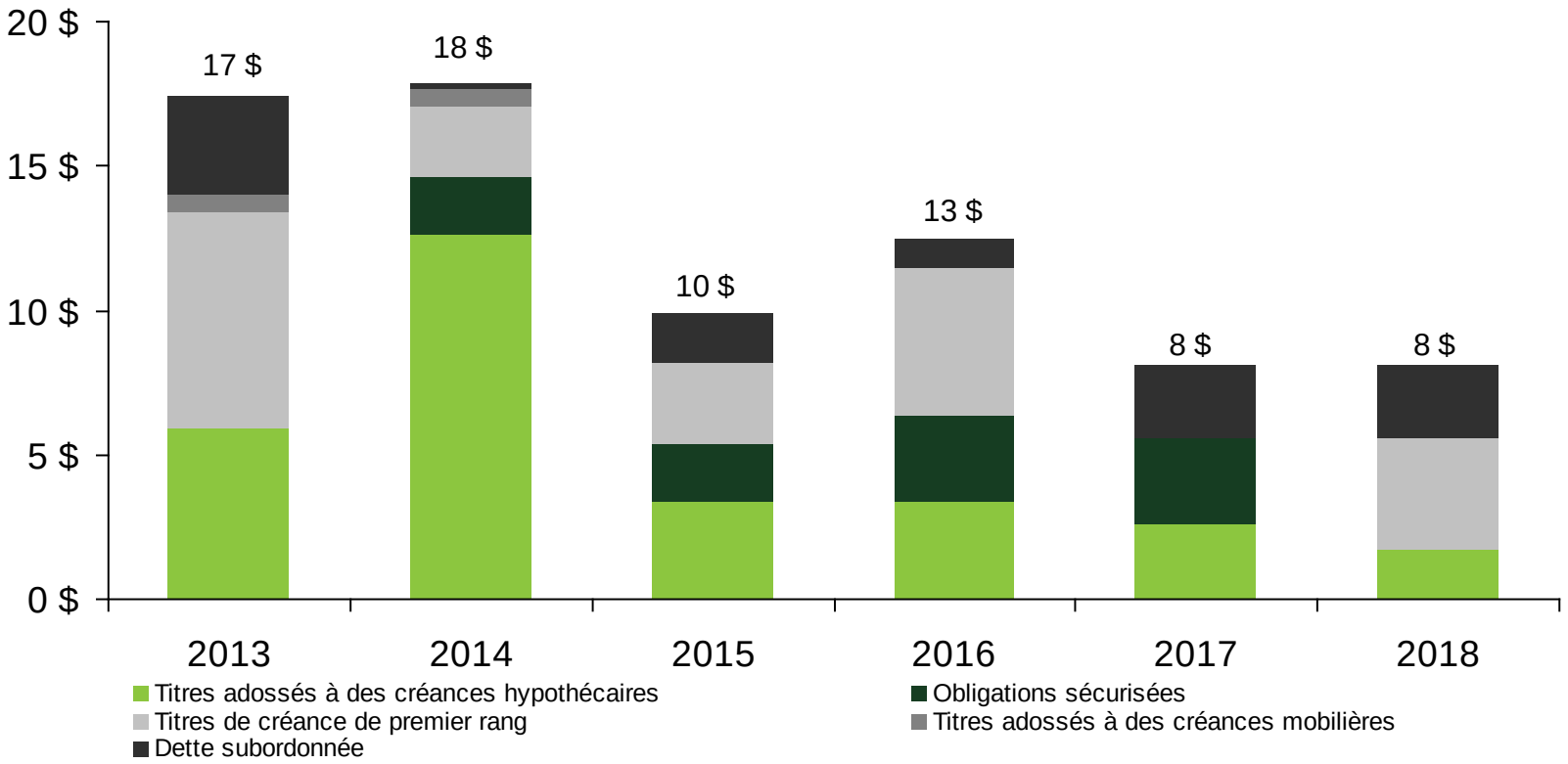


Principales sources de financement : dépôts de particuliers et d'entreprises

1. Au 30 avril 2013. À l'exclusion de certains passifs qui ne donnent pas lieu à du financement, soit : les acceptations bancaires, les dérivés sur opérations de négociation, d'autres passifs, les participations ne donnant pas le contrôle et certains éléments de capitaux propres, dont les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et. d'autres éléments du capital.
2. Au 30 avril 2013.
3. Les dépôts bancaires, d'entreprises et gouvernementaux moins les obligations sécurisées et les bons à moyen terme négociables de premier rang.
4. Engagements liés aux titres vendus à découvert et mis en pension.
5. En fonction de la première date de rachat à la valeur nominale. Toute hypothèse relative au moment d'un rachat est formulée sous réserve des points de vue de la direction au moment du rachat ainsi que des autorisations en matière de réglementation et de gouvernance d'entreprise.

Profil des échéances de la dette[1]
De l'exercice 2013 à l'exercice 2018

Échéances des emprunts remboursables in fine (en G$ CA)[2]



Des titres d'emprunt dont les échéances sont gérables

1. Pour les titres de créance de gros à terme à échéance in fine.
2. Au 30 avril 2013.

Mesures législatives visant les obligations sécurisées au Canada

- Le cadre juridique régissant l'inscription des programmes d'obligations sécurisées, annoncé dans le budget 2012, a été adopté en juin 2012.
- La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a été chargée d'administrer le cadre juridique régissant l'inscription des programmes d'obligations sécurisées.
- En décembre 2012, la SCHL a publié le *Guide des programmes inscrits canadiens d'obligations sécurisées*.
  - La SCHL créera et tiendra un registre contenant de l'information sur les émetteurs et les programmes inscrits, entre autres.
  - Tout émetteur admissible peut demander son inscription au registre à titre d'émetteur inscrit.
  - Tout émetteur inscrit peut demander l'inscription d'un programme d'obligations sécurisées au registre.

Points à retenir

- Solide assise financière – en bonne position pour la mise en œuvre de Bâle III
- Notes parmi les plus élevées du secteur
- Gestion proactive et rigoureuse des risques
- Composition attrayante du bilan
- Stratégie de financement diversifiée à l’appui des plans de croissance

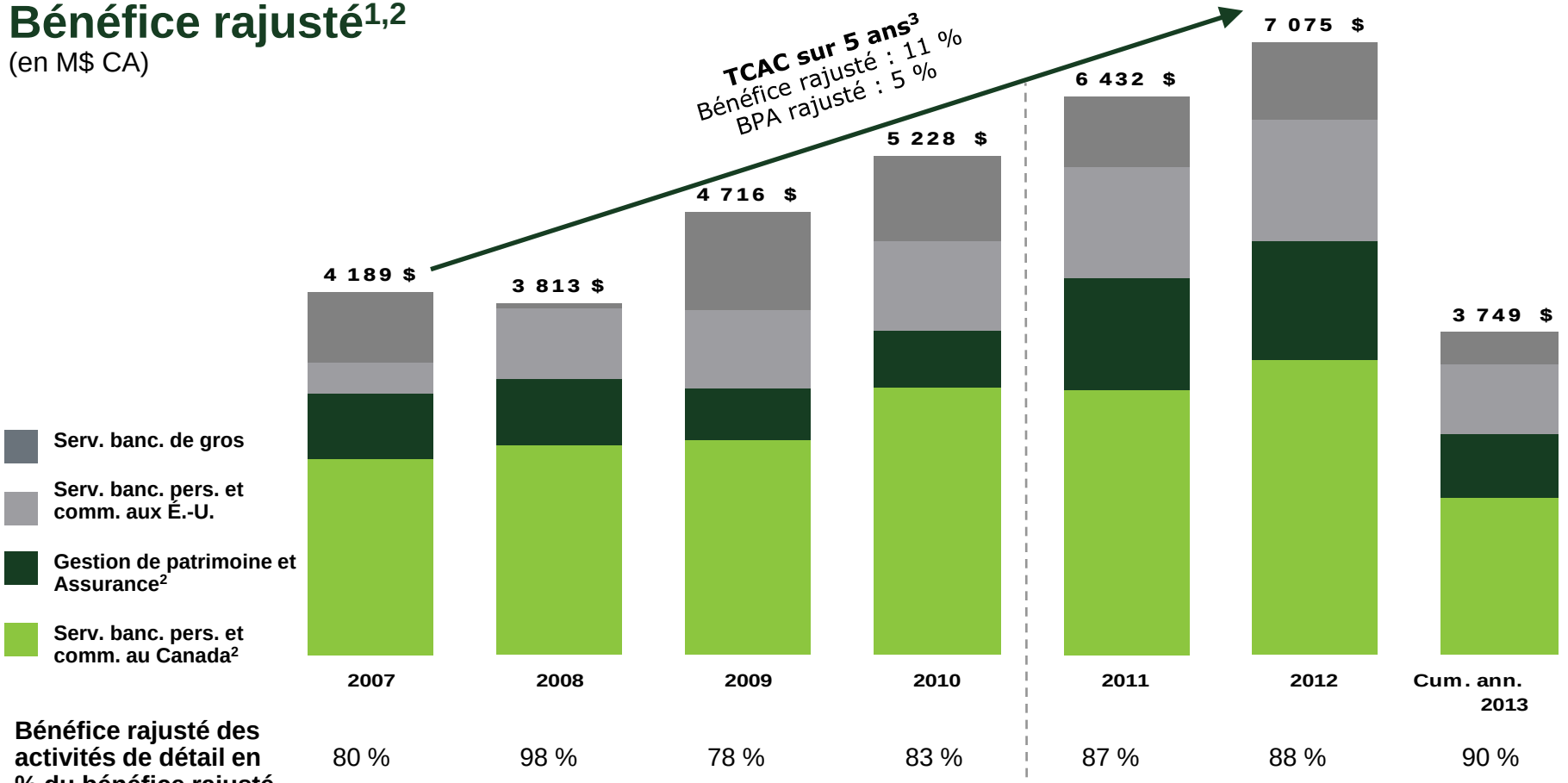
Contenu

1. Groupe Banque TD
2. Économie canadienne
3. Trésorerie et gestion du bilan
4. **Annexe**

Rendement et croissance solides dans tous les secteurs d'activité

Bénéfice rajusté[1,2]

(en M$ CA)



Objectif de croissance à moyen terme de 7 % à 10 % du BPA rajusté

1. Le 1er novembre 2011, la Banque est passée des principes comptables généralement reconnus utilisés au Canada (PCGR canadiens) aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Compte tenu de cette transition, les soldes présentés dans le graphique ci-dessus sont calculés en fonction des PCGR canadiens pour les exercices 2008 à 2010 et des IFRS pour 2011 et 2012. Pour de plus amples renseignements au sujet de la transition entre les PCGR canadiens et les IFRS, consulter la note 40 des états financiers et des notes complémentaires pour l'exercice 2012 de la Banque. Voir la définition des résultats rajustés à la note 3 de la diapositive 5. Voir aussi les pages 186 à 191 du rapport annuel 2012 pour un rapprochement des 10 exercices terminés en 2012. Aux fins du calcul de l'apport de chaque secteur d'activité, le bénéfice rajusté du secteur Siège social est exclu. Pour de plus amples renseignements, voir également les rubriques portant sur les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Gestion de patrimoine et Assurance, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et Services bancaires de gros, à la section « Analyse des secteurs d'exploitation » des rapports annuels de 2007 à 2012.
2. Avec prise d'effet le 4 juillet 2011, la responsabilité des affaires de TD Assurance, qui incombait auparavant au chef de groupe, Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, a été confiée au chef de groupe, Gestion de patrimoine. Les résultats sont mis à jour selon le format de déclaration futur aux fins de déclaration sectorielle à compter du T1 2012. Ces modifications ont été appliquées rétroactivement à 2011 à des fins comparatives.
3. Compte tenu du passage de la Banque aux IFRS, tel qu'il est expliqué ci-dessus, le calcul du taux de croissance annuel composé (TCAC) est fondé sur des soldes conformes aux PCGR canadiens pour les exercices 2008 à 2010 et des soldes conformes aux IFRS pour 2011 et 2012.

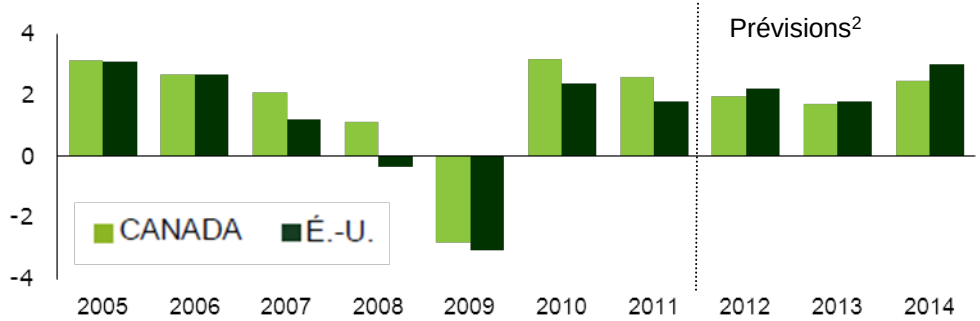
Perspectives économiques mondiales

Croissance du PIB réel mondial[1]

Variation en % sur 12 mois

Croissance du PIB réel nord-américain[2]

(en %)



- La croissance économique mondiale sera modérée au cours de la prochaine année.
- Compte tenu de l'assainissement des finances publiques aux États-Unis et de la faible croissance mondiale, l'expansion de l'économie nord-américaine se fera à un rythme modéré.
- La croissance aux États-Unis devrait dépasser, en moyenne, celle du Canada d'ici quelques années.

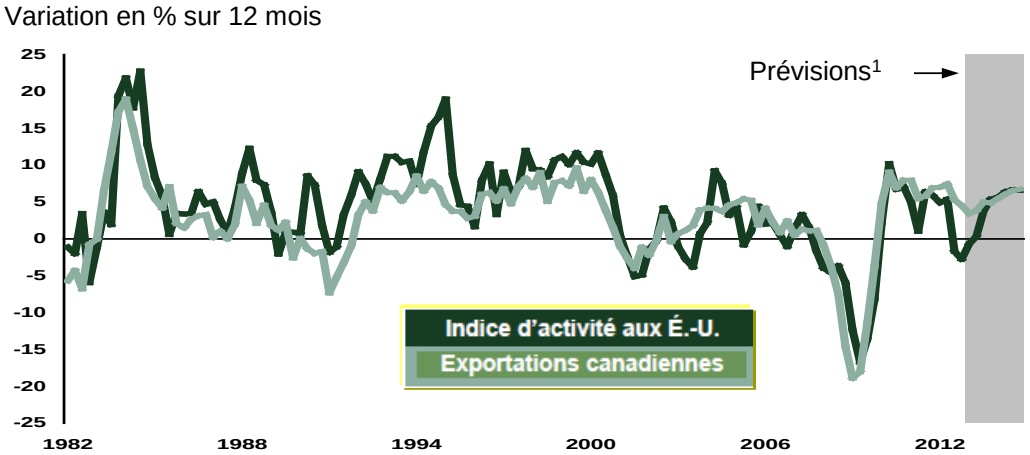
Modeste croissance prévue pour l'économie nord-américaine

1. Prévisions des Services économiques TD en date de mars 2013. Sources : Fonds monétaire international, Services économiques TD.
2. Prévisions des Services économiques TD en date de mars 2013. Sources : Bureau of Economic Analysis, Statistique Canada.

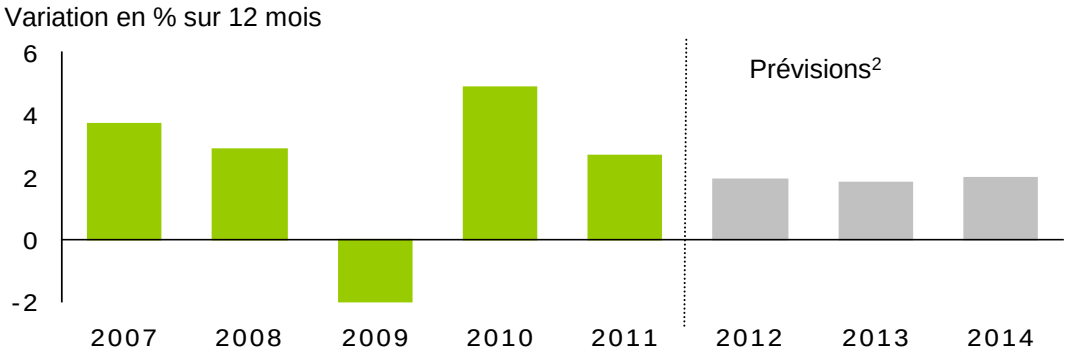
Pour obtenir des renseignements à jour sur l'économie, consulter le ***http://www.td.com/francais/services_economiques***

Perspectives économiques canadiennes

Exportations canadiennes et indice d'activité aux États-Unis[1]



Variation de la demande intérieure[2]



- L'économie canadienne demeure étroitement liée à la situation économique aux États-Unis, et le raffermissement de la croissance américaine à moyen terme améliorera les perspectives du Canada.
- La demande intérieure ne procurera qu'un soutien modeste, compte tenu du ralentissement du marché de l'habitation et du fort endettement des ménages limitant les dépenses.

L'économie canadienne sera soutenue par la croissance américaine et la demande intérieure

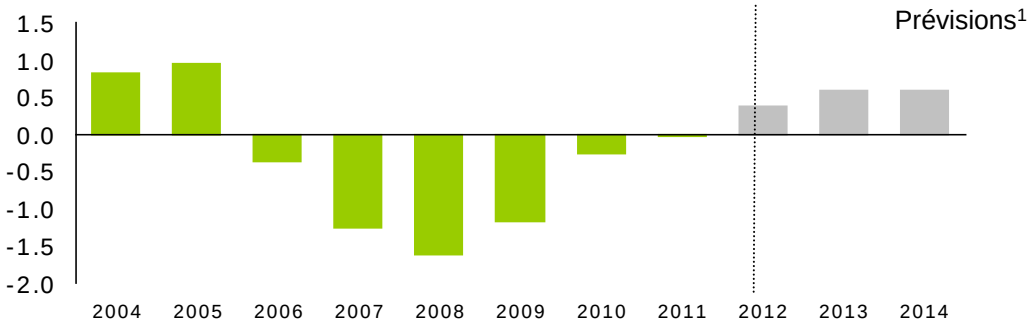
Pour obtenir des renseignements à jour sur l'économie, consulter le ***http://www.td.com/francais/services_economiques***

1. Prévisions des Services économiques TD en date de mars 2013. Sources : Bureau of Economic Analysis, Statistique Canada, Réserve fédérale, Banque du Canada.
2. Sources : Haver, Services économiques TD. Prévisions des Services économiques TD en date de mars 2013.

Perspectives économiques américaines

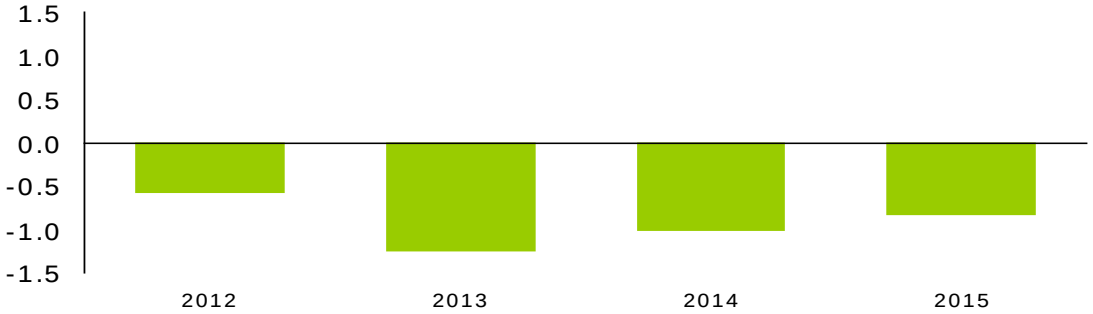
Immobilier résidentiel

Apport à la croissance du PIB réel[1] (variation en % sur 12 mois)



Stimulation budgétaire et freinage fiscal fédéraux prévus[2]

Incidence sur la croissance du PIB réel



- Le marché de l'habitation, à l'origine de la grande récession de notre époque, commence réellement à se redresser. Au dernier exercice, l'investissement résidentiel a apporté une contribution positive à la croissance pour la première fois depuis 2005.
- Les compressions budgétaires pèseront lourdement sur la croissance pour l'année, mais les effets devraient s'atténuer progressivement au cours des prochaines années.

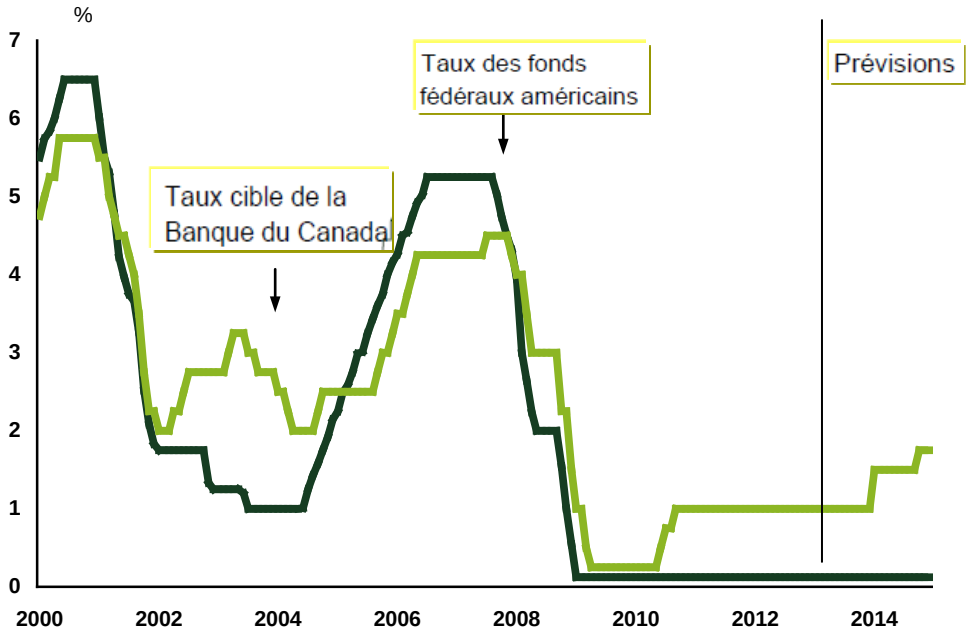
Les perspectives demeurent mitigées aux États-Unis

1. Estimations des Services économiques TD en date de mars 2013. Construction résidentielle et richesse immobilière. Source : BEA.
2. Prévisions des Services économiques TD en date de mars 2013.

Pour obtenir des renseignements à jour sur l'économie, consulter le ***http://www.td.com/francais/services_economiques***

Perspectives relatives aux taux d'intérêt

Taux d'intérêt au Canada et aux É.-U.[1]



Prévisions des Services économiques TD en date de février 2012
Sources : Banque du Canada, Réserve fédérale, Services économiques TD

- Les perspectives modestes de croissance et les risques qui planent sur l'économie mondiale incitent les banques centrales nord-américaines à maintenir une politique monétaire exceptionnellement accommodante pendant quelque temps.

La faiblesse des taux d'intérêt persistera encore quelque temps

Pour obtenir des renseignements à jour sur l'économie, consulter le ***http://www.td.com/francais/services_economiques***

1. Prévisions des Services économiques TD en date de mars 2013. Sources : Banque du Canada, Réserve fédérale, Services économiques TD.

Portefeuille de prêts bruts (acceptations bancaires comprises)

Soldes (en G$ CA, sauf indication contraire)

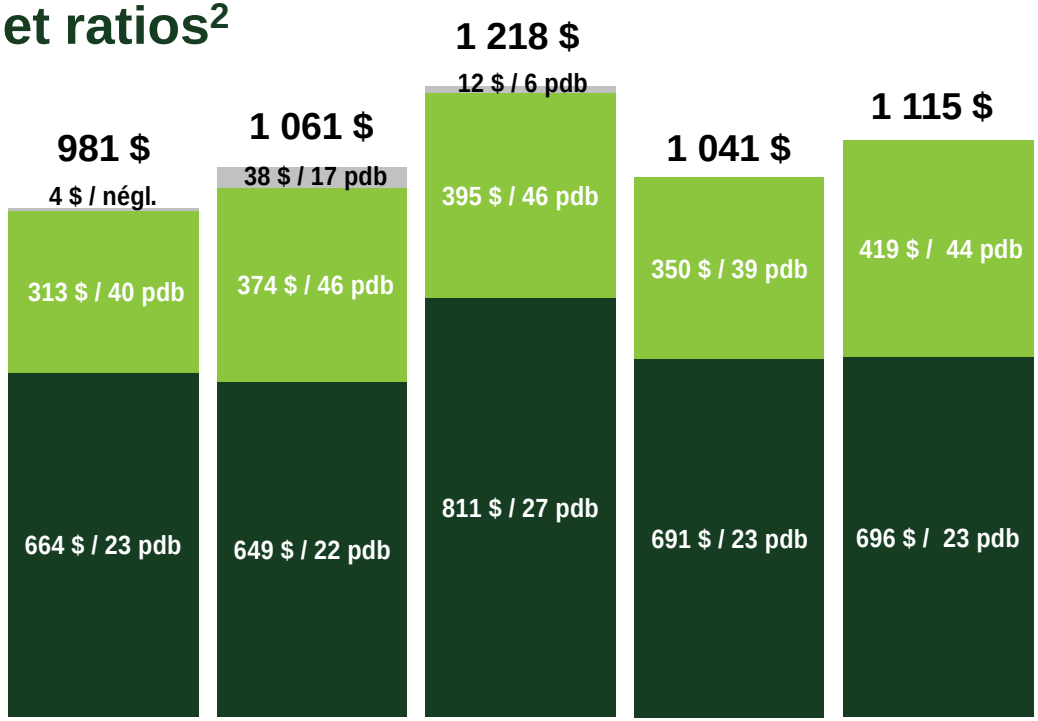
	T1 2013	T2 2013
Portefeuille des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada	**301,6 $**	**304,5 $**
Services bancaires personnels	**258,0 $**	**259,6 $**
Prêts hypothécaires résidentiels	155,2	156,7
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)	63,5	62,7
Prêts automobiles indirects	13,8	14,0
Lignes de crédit non garanties	8,4	8,4
Cartes de crédit	14,3	14,4
Autres services bancaires personnels	2,8	3,4
Services bancaires commerciaux (y compris Services bancaires aux petites entreprises)	**43,6 $**	**44,9**
Portefeuille des Services bancaires personnels et commerciaux aux É.-U. (montants en $ US)	**90,6 $ US**	**98,1 $ US**
Services bancaires personnels	**44,5 $ US**	**50,9 $ US**
Prêts hypothécaires résidentiels	18,5	19,1
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)[1]	10,2	10,2
Prêts automobiles indirects	14,3	14,8
Cartes de crédit	1,1	6,4
Autres services bancaires personnels	0,4	0,4
Services bancaires commerciaux	**46,1 $ US**	**47,2 $ US**
Immobilier non résidentiel	11,1	11,2
Immobilier résidentiel	3,1	3,1
Commercial et industriel	31,9	32,9
Opérations de change − portefeuille des Services bancaires personnels et commerciaux aux É.-U.	(0,2 $)	0,7 $
Portefeuille des Services bancaires personnels et commerciaux aux É.-U. (en $ CA)	**90,4 $**	**98,8 $**
Prêts acquis ayant subi une perte de valeur[2]	**3,4 $**	**3,2 $**
Portefeuille des Services bancaires de gros[3]	**21,1 $**	**24,6 $**
Autres[4]	**4,1 $**	**4,0 $**
Total	**420,6 $**	**435,1 $**

1. LDCVD aux É.-U. comprend les lignes de crédit sur valeur domiciliaire et les prêts sur valeur domiciliaire.
2. Les prêts acquis ayant subi une perte de valeur comprennent les prêts acquis ayant subi une perte de valeur provenant de South Financial, de Services financiers Chrysler, de MBNA et les prêts acquis par suite de l'acquisition facilitée par la FDIC.
3. Le portefeuille des Services bancaires de gros comprend les prêts aux entreprises et les autres prêts bruts et acceptations des Services bancaires de gros.
4. « Autres » comprend les secteurs Gestion de patrimoine et Siège social.

Remarque : Le total des chiffres peut ne pas correspondre à 100 % en raison de l'emploi de chiffres arrondis.
Excluent les titres de créance classés comme prêts.

Formations de prêts douteux bruts
par portefeuille

Formations de prêts douteux bruts[1] : en M$ et ratios[2]



	T2/12	T3/12	T4/12	T1/13	T2/13	
TD	25	26	30	25	26	*pdb*
Homologues canadiens[4]	23	20	21	18	N. d.	*pdb*
Homologues américains[5]	60	64	43	35	N. d.	*pdb*

- Autres[3]
- Portefeuille des Serv. banc. de gros
- Portefeuille des Serv. banc. pers. et comm. aux É.-U.
- Portefeuille des Serv. banc. pers. et comm. au Canada

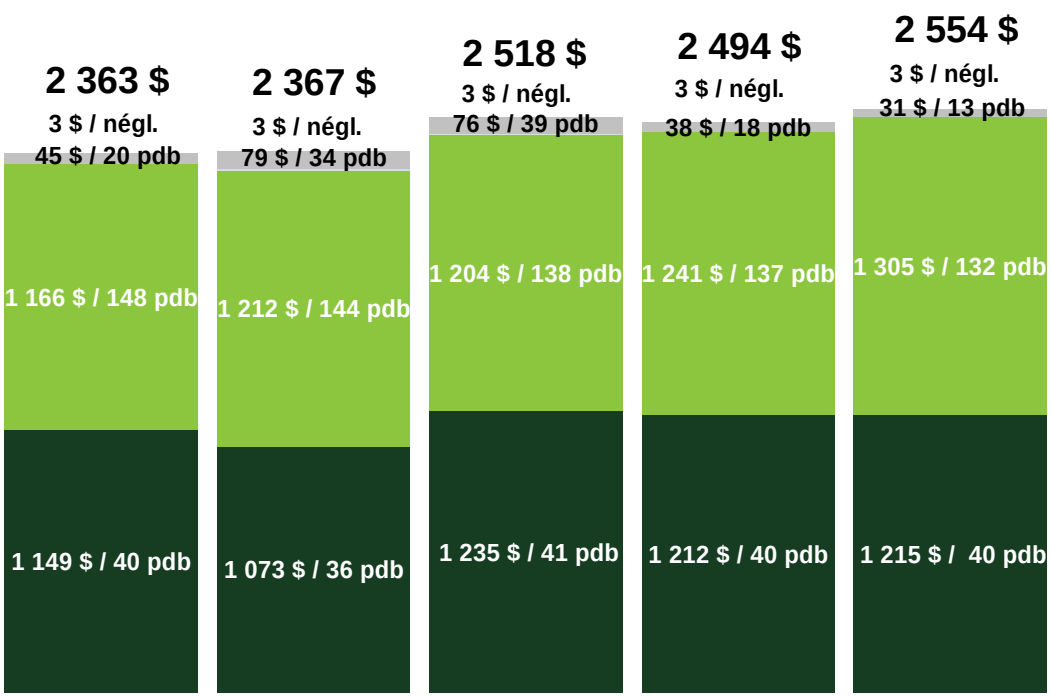
Faits saillants

- Stabilité continue des formations de prêts douteux bruts pour les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada
- Hausse des formations de prêts douteux bruts du côté des Services bancaires personnels et commerciaux aux É.-U. de 69 M$, ou 5 pdb, p/r au T1 2013 surtout en raison du portefeuille des Services bancaires commerciaux et de l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit de Target aux É.-U.

1. Les formations de prêts douteux bruts représentent les ajouts aux acceptations et prêts douteux pendant le trimestre, à l'exclusion de l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.
2. Ratio de formation des prêts douteux bruts : formations de prêts douteux bruts / acceptations et prêts bruts moyens.
3. « Autres » comprend les secteurs Gestion de patrimoine et Siège social.
4. Moyenne des homologues canadiens : BMO, BNS, CIBC et RBC; les données incluent les titres de créance classés comme prêts.
5. Moyenne des homologues américains : BAC, C, JPM, PNC, USB et WFC (ajout d'actifs à intérêt non comptabilisé / prêts bruts moyens).
N. d. : non disponible
Négl. : négligeable

Prêts douteux bruts
par portefeuille

Prêts douteux bruts[1] : en M$ et ratios[2]



	T2/12	T3/12	T4/12	T1/13	T2/13	
TD	60	58	61	60	59	*pdb*
Homologues canadiens[4]	89	86	86	81	N. d.	*pdb*
Homologues américains[5]	213	219	206	201	N. d.	*pdb*

Autres[3]
Portefeuille des Serv. banc. de gros
Portefeuille des Serv. banc. pers. et comm. aux É.-U.
Portefeuille des Serv. banc. pers. et comm. au Canada

Faits saillants

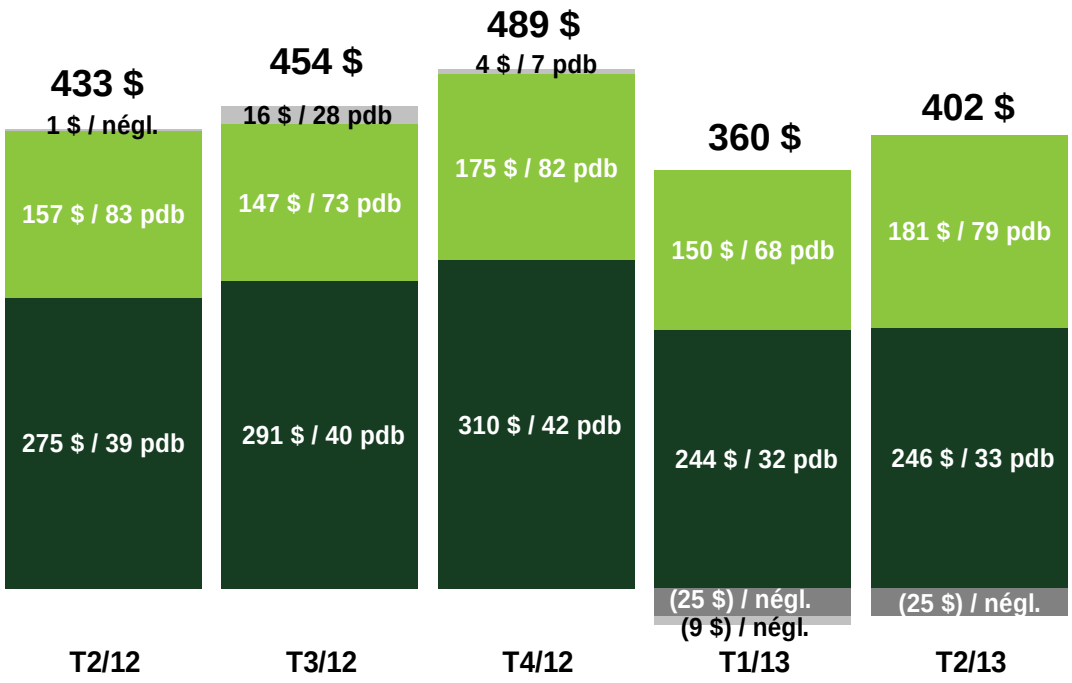
- Stabilité soutenue des prêts douteux bruts
- Stabilité du taux de formations de prêts douteux bruts du côté des Services bancaires personnels et commerciaux aux É.-U. p/r au T1 2013, abstraction faite de l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit de Target aux É.-U.

1. Les prêts douteux bruts ne tiennent pas compte de l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.
2. Ratio des prêts douteux bruts : prêts douteux bruts / acceptations et prêts bruts (tous les deux au comptant) par portefeuille.
3. « Autres » comprend les secteurs Gestion de patrimoine et Siège social.
4. Moyenne des homologues canadiens : BMO, BNS, CIBC et RBC; les données incluent les titres de créance classés dans les prêts.
5. Moyenne des homologues américains : BAC, C, JPM, PNC, USB et WFC (prêts improductifs / total des prêts bruts).

Négl. : négligeable
N. d. : non disponible

Provision pour pertes sur créances (PPC)
par portefeuille

PPC[1] : en M$ et ratios[2]



	T2/12	T3/12	T4/12	T1/13	T2/13	
TD	46	46	48	35	39	*pdb*
Homologues canadiens[5]	37	34	33	31	N. d.	*pdb*
Homologues américains[6]	84	95	95	74	N. d.	*pdb*

- Autres[3]
- Portefeuille des Serv. banc. de gros[4]
- Portefeuille des Serv. banc. pers. et comm. aux É.-U.
- Portefeuille des Serv. banc. pers. et comm. au Canada

Faits saillants

- Recul de la PPC p/r au trimestre précédent, exclusion faite de l'incidence de Target
- Reprise de 25 M$ de la provision générale attribuable à l'amélioration continue du portefeuille de cartes de crédit au Canada

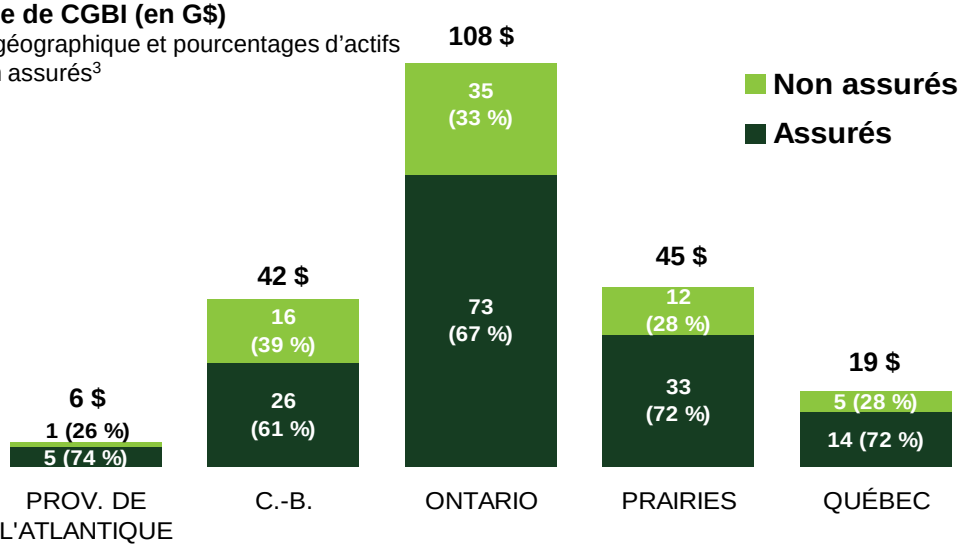
1. La PPC exclut l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.
2. Ratio PPC : provision pour pertes sur créances sur une base trimestrielle annualisée / moyenne du montant net des prêts et des acceptations.
3. « Autres » comprend les secteurs Gestion de patrimoine et Siège social.
4. La PPC des Services bancaires de gros exclut les primes sur les swaps sur défaillance de crédit : 4 M$ au T2 2013; 4 M$ au T1 2013.
5. Moyenne des homologues au Canada : BMO, BNS, CIBC et RBC; les PPC des pairs excluent les augmentations de la provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées. Les données incluent les titres de créance classés comme prêts.
6. Moyenne des homologues américains : BAC, C, JPM, PNC, USB et WFC

Négl. : négligeable
N. d. : non disponible

Services bancaires personnels au Canada

Services bancaires personnels au Canada[1]	T2 2013 Prêts bruts (en G$)	Prêts douteux bruts / prêts	Prêts douteux bruts (en M$)	PPC[2] ($MM)
Prêts hypothécaires résidentiels	157	0,30 %	465	5
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)	63	0,50 %	316	3
Prêts automobiles indirects	14	0,27 %	38	26
Lignes de crédit non garanties	8	0,62 %	52	37
Cartes de crédit	14	1,12 %	160	121
Autres prêts aux particuliers	4	0,55 %	19	16
Total des Services bancaires personnels au Canada	**260 $**	**0,40 %**	**1 050 $**	**208 $**
Variation p/r au T1 2013	2	(0,02 %)	(28 $)	(23 $)

Portefeuille de CGBI (en G$)
Répartition géographique et pourcentages d'actifs assurés/non assurés[3]



RPV[4] T2/13	52	46	46	51	53
RPV[4] T1/13	52	45	47	52	53

Faits saillants

- Maintien d'un rendement solide en matière de crédit
  - Baisse de la PPC de 23 M$ p/r au T1 2013 principalement dans les portefeuilles de prêts-auto indirects et de prêts non garantis
  - Recul des prêts douteux bruts dans chacun des portefeuilles
- Poursuite de l'amélioration des taux de pertes sur cartes de crédit, conséquence de la diminution des défaillances
- Le portefeuille de CGBI, y compris les prêts hypothécaires titrisés, a profité des éléments suivants :
  - 68 % du portefeuille sont assurés contre d'éventuelles pertes en cas de défaillance des emprunteurs
  - 73 % des LDCVD sont de premier rang; 23 % des autres sont de second rang, mais le prêt de premier rang est un prêt de la TD

1. À l'exclusion de tous les prêts acquis ayant subi une perte de valeur.
2. Provision pour pertes sur créances qui ne sont pas individuellement significatives exclut tout changement à la provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées.
3. Les territoires sont répartis comme suit : le Yukon est compris dans la Colombie-Britannique, le Nunavut est compris dans l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest sont compris dans la région des Prairies.
4. Rapport prêt-valeur établi en fonction du prix moyen désaisonnalisé par grande ville (Association canadienne de l'immeuble) : T2 2013 – indice de mars 2013; T1 2013 – indice de décembre 2013.

Services bancaires commerciaux et Services bancaires de gros au Canada

Services bancaires commerciaux et Services bancaires de gros au Canada	T2 2013 Prêts bruts / AB (en G$)	Prêts douteux bruts (en M$)	PPC[1] (en M$)
Services bancaires commerciaux[2]	45	165	38
Services bancaires de gros	25	31	0
Total des Services bancaires commerciaux et des Services bancaires de gros au Canada	**70**	**196**	**38**
Variation p/r au T1 2013	5 $	24 $	34 $

Répartition par secteur	Prêts bruts/AB (en G$)	Prêts douteux bruts (en M$)	Provision[1] (en M$)
Immobilier résidentiel	13,2	33	16
Immobilier non résidentiel	8,4	7	2
Services financiers	11,8	2	1
Gouv./fonction publique/santé et services sociaux	10,6	6	2
Ressources[3]	4,3	43	28
Consommation[4]	3,5	30	12
Industriel/manufacturier[5]	3,4	27	14
Agriculture	3,5	5	2
Automobile	2,2	2	1
Autres[6]	8,6	41	21
Total	**70**	**196**	**99**

Faits saillants

- Hausse des prêts douteux bruts et de la PPC des Services bancaires commerciaux au Canada p/r au T1 2013 attribuable à un seul emprunteur
- Maintien d'une qualité de crédit élevée
  - Le taux de perte des Services bancaires commerciaux (y compris les Services bancaires aux petites entreprises) s'est établi à 22 pdb pour les quatre trimestres précédents
  - Le taux de perte des Services bancaires de gros s'est établi à 5 pdb pour les quatre trimestres précédents

1. La provision pour pertes sur créances relatives à des contreparties particulières et qui ne sont pas individuellement significatives exclut tout changement à la provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées.
2. Incluant les Services bancaires aux petites entreprises.
3. Les ressources comprennent la foresterie, les métaux et mines, les pipelines ainsi que le pétrole et le gaz.
4. Les produits de consommation comprennent les aliments, les boissons et le tabac, ainsi que le secteur du commerce de détail.
5. Le secteur industriel/manufacturier comprend la construction industrielle et les entrepreneurs spécialisés, ainsi que les industries manufacturières diverses et la vente de gros.
6. La catégorie « Autres » comprend l'énergie et les services publics, les télécommunications, la câblodistribution et les médias, les transports, les services, notamment professionnels, ainsi que d'autres secteurs.

Services bancaires personnels aux États-Unis

Services bancaires personnels aux É.-U.[1]	T2 2013 Prêts bruts (en G$)	Prêts douteux bruts/prêts	Prêts douteux bruts (en M$)	PPC[2] (en M$)
Prêts hypothécaires résidentiels	19	1,24 %	239	11
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)[3]	10	2,17 %	222	19
Prêts automobiles indirects	15	0,32 %	48	35
Cartes de crédit	6	0,59 %	38	13
Autres prêts aux particuliers	0,5	0,90 %	4	9
Total Services bancaires personnels aux É.-U.	**51 $**	**1,08 %**	**551 $**	**87 $**
Variation p/r au T1 2013	7 $	(0,08 %)	37 $	(12 $)

Portefeuille du CGBI aux É.-U.[1]
Distribution du rapport prêt-valeur (RPV) et cotes FICO[4]

RPV estimatif actuel	Prêts hypothécaires résidentiels	LDCVD de 1er rang	LDCVD de 2e rang	Total
> 80 %	12 %	21 %	47 %	20 %
De 61 à 80 %	51 %	29 %	31 %	44 %
<=60 %	37 %	50 %	22 %	36 %
Cotes FICO actuelles >700	87 %	87 %	81 %	86 %

Faits saillants

- Ajout, au cours du trimestre, de 6 G$ en prêts sur cartes de crédit par suite de l'acquisition de Target
  - Augmentation des pertes de valeur attendue, le portefeuille étant en voie d'atteindre un état stable
- La provision inscrite au T4 2012 relativement à l'ouragan Sandy demeure adéquate

1. À l'exclusion de tous les prêts acquis ayant subi une perte de valeur.
2. Provision pour pertes sur créances qui ne sont pas individuellement significatives exclut tout changement à la provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées.
3. Les LDCVD comprennent les lignes de crédit sur valeur domiciliaire et les prêts sur valeur domiciliaire.
4. Rapport prêt-valeur établi en fonction de la limite de crédit autorisé et du Loan Performance Home Price Index à compter de février 2013. Cotes FICO mises à jour en mars 2013.

Services bancaires commerciaux aux États-Unis

Services bancaires commerciaux aux É.-U.[1]	T2 2013 Prêts bruts/AB (en G$)	Prêts douteux bruts (en M$)	PPC[2] (en M$)
Immobilier commercial	**14**	**338**	**12**
Immobilier non résidentiel	11	210	7
Immobilier résidentiel	3	128	5
Commercial et industriel	**34**	**416**	**27**
Total Services bancaires commerciaux aux É.-U.	**48 $**	**754 $**	**39 $**
Variation p/r au T1 2013	2 $	27 $	(5 $)

Immobilier commercial	Prêts bruts / AB (en G$)	Prêts douteux bruts (en M$)
Bureau	4,1	57
Détail	3,1	69
Appartements	2,2	45
Résidentiel à vendre	0,3	63
Industriel	1,3	30
Hôtel	0,7	18
Terrain commercial	0,1	27
Autres	2,5	29
Total Immobilier commercial	**14 $**	**338 $**

Commercial et industriel	Prêts bruts / AB (en G$)	Prêts douteux bruts (en M$)
Santé et services sociaux	5,3	16
Services professionnels et autres	5,0	68
Produits de consommation[3]	3,8	131
Industriel/fabrication[4]	4,5	87
Gouvernement/secteur public	3,7	6
Services financiers	1,5	6
Automobile	1,6	10
Autres[5]	8,1	92
Total Commercial et industriel	**34 $**	**416 $**

Faits saillants

- Poursuite de l'amélioration de la qualité globale du crédit en dépit du caractère très inégal des prêts douteux bruts commerciaux et industriels
  - Les taux de défaillance sont demeurés stables p/r au T1 2013
  - Les prêts douteux et classés sont demeurés stables p/r au T1 2013
  - Le nombre de prêts à problèmes diminue à l'horizon

1. À l'exclusion des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.
2. Provision pour pertes sur créances relatives à des contreparties particulières et qui ne sont pas individuellement significatives exclut tout changement à la provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées.
3. Les produits de consommation comprennent les aliments, les boissons et le tabac, ainsi que le secteur du commerce de détail.
4. Le secteur industriel / manufacturier comprend la construction industrielle et les entrepreneurs spécialisés, ainsi que les industries manufacturières diverses et la vente de gros.
5. La catégorie « Autres » comprend l'agriculture, l'énergie et les services publics, les télécommunications, la câblodistribution et les médias, les transports, les ressources ainsi que d'autres secteurs.

Coordonnées des Relations avec les investisseurs

Téléphone :
416-308-9030
ou 1-866-486-4826

Courriel :
tdir@td.com

Site Web :
www.td.com/francais/investisseurs

IR magazine AWARDS CANADA 2013 WINNER

Grand prix des meilleures relations avec les investisseurs : Sociétés à forte capitalisation

Meilleures relations avec les investisseurs par secteur : Services financiers

Meilleures relations avec les investisseurs par un chef de la direction :
Sociétés à forte capitalisation

Meilleures relations avec les investisseurs par un chef des finances :
Sociétés à forte capitalisation

Meilleures rencontres avec la communauté des investisseurs

Meilleure information financière

Meilleure gouvernance d'entreprise

Meilleure utilisation de la technologie

Groupe Banque TD
Présentation à l'intention des investisseurs sur les titres à revenu fixe

Deuxième trimestre de 2013